



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DELIBERATION N°DCM2026_053
APPROBATION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER (RBF)**

L'an deux mil vingt-six, le 14 avril, le Conseil Municipal de la Commune des Hauts-d'Anjou dûment convoqué le 8 avril 2026, s'est réuni en salle du conseil de la commune déléguée de Champigné, sous la présidence de Madame Véronique LANGLAIS, Maire.

Conseillers en exercice :.....43
 Conseillers présents :.....36
 Pouvoir(s) :7
 Votants :.....43

Conseillers présents :

Mme LANGLAIS Véronique, M. BORDRON Rodolphe, Mme TEMPLE Marie-Laure, M. BOISIAUD Jean-Pierre, Mme BORDRON Anne, M. PERDRIAU Jean-Francois, Mme SANTENAC Rachel, M. CHOLLET Alain, Mme BURON Christelle, M. HOSTIER Gérard, Mme TESSIER Elodie, M. BRIAND Tony, M. DERICKXSEN Georges, M. ERMINE Benoit, Mme BANTON Christina, M. SEGUY Frédéric, M. TALINEAU Jean-Marie, M. BLOT Christophe, Mme CHABIN Nathalie, Mme CHARDON Joyce-Eloho, Mme RIVENEAU Annie, Mme JOUANNEAU-FERRON Laetitia, M. BODIN Christophe, M. MAINFROID Stéphane, Mme RETHORE Lucie, Mme DELAUNAY Tatiana, Mme CIMIER Marine, M. GERMAIN Pierre, Mme JEANNETEAU Charlotte, M. POTIER Timéo, Mme VIAL Claire, Mme LÉZÉ Maryline, M. GILBERT Georges, M. CHEVALIER Ludovic, M. CHÂTILLON Jean-Yves, Mme COTTIN Séraphine,

Conseillers absents ayant donné pouvoir :

M. VERGER Albéric a donné pouvoir à M. BOISIAUD Jean-Pierre,
 M. BOISTEAU Eric a donné pouvoir à à Mme CHARDON Joyce Eloho,
 Mme PHILIPOT Morgane a donné pouvoir à Mme BURON Christelle,
 Mme BEAUVILLAIN Céline a donné pouvoir à Mme CHABIN Nathalie,
 Mme KAYNAR Hatice a donné pouvoir à Mme TEMPLÉ Marie-Laure,
 M. AUBRY François a donné pouvoir à LANGLAIS Véronique,
 Mme ROSEAU Pascale a donné pouvoir à CHATILLON Jean-Yves.,

Secrétaire de séance :

JEANNETEAU Charlotte

DELIBERATION N°DCM2026_053
Approbation du règlement budgétaire et financier (RBF)

Rapporteur : Jean-Pierre BOISIAUD

Par délibération du Conseil municipal du 7 novembre 2023, la commune des Hauts d'Anjou a autorisé le passage à la nomenclature M57 des budgets de la commune des Hauts-d'Anjou.

Considérant que l'article L. 1612-30 de l'ordonnance n° 2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique prévoit que l'adoption du RBF intervient avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée,

Considérant que le règlement budgétaire et financier doit obligatoirement prévoir :
les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement ;
les modalités d'information du conseil sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Ce règlement peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'ordonnance n° 2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique et notamment,
Vu la délibération DCM2023_112 du Conseil municipal du 7 novembre 2023 approuvant le passage à la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024,
Vu le projet de règlement budgétaire et financier,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le règlement budgétaire et financier tel qu'annexé à la présente délibération.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer toute pièce et prendre toute mesure se rapportant à ce dossier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte la présente à l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme
A Champigné, le 20 avril 2026

Véronique LANGLAIS
Maire des Hauts-d'Anjou

Certifié exécutoire par le Maire

Compte tenu de la transmission en Préfecture le 20 avril 2026

Et de la publicité par voie d'affichage, publication ou notification le 20 avril 2026

Mention des voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes – sis 6-10, de l'Île Gloriette, 44000 Nantes – dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates précédentes. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.